
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56663

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tung ihre früheren Bedenken gegen eine weitgehende Vergrößerung des Heeres schließlich aufgeben müssen.

Försters sorgfältig recherchierte und stilistisch gelungene Darstellung über den doppelten Militarismus des Kaiserreiches bildet sicherlich eine wesentliche Bereicherung der seit langem geführten Diskussion über die innenpolitischen Antriebskräfte der wilhelminischen Außenpolitik. Dabei dürfte zukünftig auch die Frage im Mittelpunkt stehen, ob das Deutsche Reich *ausßenpolitisch* nicht zuletzt an den ausufernden weltpolitischen Vorstellungen bürgerlich-liberaler Provenienz gescheitert ist, während der konservative »Militarismus« der traditionellen (preußischen) Eliten eine größere Verträglichkeit mit den Interessen der übrigen europäischen Großmächte aufwies.

Rainer LAHME, Passau

Peter Graf KIELMANSEGG, Deutschland und der Erste Weltkrieg, Stuttgart (Klett-Cotta) 2^e éd. 1980, VIII-755 p.

S'attacher à l'histoire d'un seul pays dans le cadre d'une guerre qui, par définition, engage plusieurs protagonistes est assurément paradoxal, surtout lorsqu'il s'agit de la Grande Guerre où la confrontation a atteint une échelle et un degré jusqu'alors inconnus. Peter Graf Kielmansegg souligne au contraire, dans la réédition de sa monumentale synthèse sur l'Allemagne face au premier conflit mondial (première édition 1968), le bien-fondé d'une telle démarche: la Grande Guerre n'est, à l'origine du moins, que le terme de la croissance de cette Europe des Etats-nations (Staatensystem) héritée du XIX^e siècle; au regard du poids du facteur national dans le conflit, l'entreprise se justifie.

Et c'est ce »système des Etats«, dont l'expression est l'antagonisme des Blocs, qui se trouve au cœur de la crise de juillet 1914, premier temps dans cette fresque. L'ouvrage est en effet centré autour d'événements-clés qui ont ponctué l'histoire de l'Allemagne en guerre mais permettent surtout à l'auteur – qui se propose de rendre compte des travaux de la décennie 1960 qui ont renouvelé l'historiographie du conflit en République Fédérale d'Allemagne –, de dénouer les fils des trois grandes composantes de cette histoire: le déroulement des opérations militaires, la politique intérieure et la politique extérieure. La démarche est fructueuse si on en juge par les problèmes que pose l'analyse méticuleuse de l'auteur et par les remises en cause auxquelles elle aboutit.

D'emblée la question de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre est »revisitée«; est ainsi mis terme au débat provoqué par la thèse d'un impérialisme allemand à l'origine de la guerre que développa en 1961 Fritz Fischer¹. L'auteur insiste plutôt sur la logique des Blocs qui amena le chancelier Bethmann Hollweg à assurer l'allié austro-hongrois du soutien de l'Allemagne après l'attentat de Sarajevo. Cette attitude était l'expression d'une politique défensive: l'Allemagne de 1914 se sent menacée par l'effort militaire russe d'une part, par les forces centrifuges au sein de la Double Monarchie qui risqueraient de la priver du seul allié possible d'autre part. Aussi est-ce pour ne pas risquer l'isolement que le chancelier allemand, conscient – à la différence de Guillaume II – des risques de conflagration générale, envisagea la probabilité d'une guerre dans l'intérêt de l'Allemagne. Bref, Bethmann Hollweg aurait assumé non une politique »jusqu'au-boutiste«, mais au contraire une politique du »risque de guerre« reposant sur un fondement défensif. C'est la mobilisation russe, les 29 et 30 juillet qui contraignit l'Allemagne à déclencher un conflit généralisé. La décision russe menaçait l'Allemagne qui, contrainte d'obtenir une décision rapide, prévoyait d'engager les hostilités à l'Ouest avant de se retourner contre l'armée russe – en comptant précisément sur la

1 Fritz FISCHER, Griff nach der Weltmacht, Düsseldorf, 1961 (trad. fr.: Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918, Paris 1970).

lenteur de sa mobilisation (plan Schlieffen). Ainsi privé de sa liberté d'action, le pouvoir politique ne put que répliquer en déclenchant les hostilités sur le front occidental – mais en espérant que le Royaume-Uni resterait neutre.

Sans nier les responsabilités allemandes dans l'«engrenage» de juillet 1914, l'auteur nous dévoile ainsi les contradictions inhérentes à l'édifice wilhelminien: c'est la subordination de la politique à la conduite des opérations militaires, faiblesse essentielle du Reich, qui amena en définitive l'Allemagne à entrer en guerre. L'empereur, qui seul aurait pu assurer la collaboration des dirigeants politiques et de l'armée, n'exerça pas son autorité. Ainsi l'OHL (Oberste Heeresleitung), organe dirigeant de l'armée de terre, parvint-elle progressivement à s'affirmer comme un pouvoir autonome en face d'un chancelier dont le seul soutien résidait dans la personne de l'empereur et non dans une majorité parlementaire. La subordination de la politique à la conduite de la guerre se révéla alors être un handicap décisif dans la mesure où elle empêcha, jusqu'à l'automne 1918, d'envisager une alternative négociée. Autrement dit: la politique allemande fut et resta, pendant tout le conflit, déterminée par l'impératif militaire de la victoire. Mais – et c'est là que Kielmannsegg souligne le problème crucial – la finalité de la victoire ne fut jamais arrêtée. Les différents partenaires politiques et militaires s'opposant sur la question des buts de guerre².

Le second défaut structurel dont souffre l'Allemagne en 1914 est la non-intégration du mouvement ouvrier et de son expression politique, la social-démocratie. Cette caractéristique n'est pas propre à l'Allemagne et a été très tôt étudiée pour la France³. Elle prend cependant, dans le cadre d'un régime constitutionnel une forme particulière: celle de la «paix civile» (Burgfriede). La «mise en scène de la thèse de l'agression» (F. Fischer) permit au chancelier d'obtenir dès le 4 août 1914 du SPD, premier parti dans un Parlement dont l'influence n'avait cessé de s'accroître, la suspension du débat intérieur contre la promesse de réformes. Mais la mise en place de l'économie de guerre rendit quant à elle aigu le problème de l'intégration du monde ouvrier aux structures du Reich. L'instauration, dans le cadre du programme d'armement Hindenburg (été 1916), d'un service auxiliaire (Hilfsdienst) pour tous les hommes de 16 à 60 ans non employés aux armées permit aux syndicats, soutenus par la majorité progressiste au Reichstag, de faire de la loi instituant ce service la pierre angulaire du progrès social. Révélées par la crise de juillet 1914, accentuées par l'enlisement du conflit, les contradictions internes au Reich allaient éclater pendant l'hiver 1916–1917, second temps fort de l'analyse.

La période qui s'écoule entre la chute de Falkenhayn (28–29 août 1916) et l'entrée en guerre des Etats-Unis (6 avril 1917) correspond incontestablement à un stade critique dans l'histoire de l'Allemagne en guerre. Bien que la recherche d'une issue militaire favorable semblât, à l'été 1916, illusoire, Hindenburg et Ludendorff écartèrent toute solution politique. Aussi Bethmann Hollweg ne put-il mener à leur terme les négociations engagées en vue d'une paix séparée avec la Russie puis d'une médiation américaine. Bref, la victoire comme la paix étaient impossibles. Le «programme Hindenburg» accentua, quant à lui, les difficultés intérieures – second aspect de la crise de l'hiver 1916–1917 –; le marasme qui en résulta accentua les effets du blocus imposé par la Grande-Bretagne dès les premiers jours de la guerre. A la faim (cet hiver est connu comme l'«hiver des rutabagas») s'ajoutèrent les mouvements sociaux (un million et demi de grévistes en 1917 contre cinquante mille seulement en 1915). L'Allemagne devait, enfin, tenir compte de la faiblesse de l'allié autrichien.

La crise se focalisa sur le problème de la guerre sous-marine à outrance. Les enjeux du débat, au centre duquel se trouve Bethmann Hollweg que l'auteur nous dépeint, à la différence de F. Fischer, comme un homme de compromis, sont capitaux: la guerre sous-marine à outrance

2 Peter Graf Kielmannsegg s'appuie notamment sur la réfutation des thèses de Fischer par Gerhard RITTER, dans *Staatskunst und Kriegshandwerk*, vol. 3, München 1964.

3 Mise au point récente dans Jean-Jacques BECKER, *La France en guerre (1914–1918). La grande mutation*, Bruxelles 1988, p. 51 suiv.

devait permettre d'asphyxier la Grande-Bretagne pour l'amener à renoncer à chercher la victoire, mais elle risquait d'entraîner dans la guerre les Etats-Unis. Obsédée par la victoire militaire, la troisième OHL ne pouvait que s'opposer au chancelier. Mais le Reichstag, protagoniste jusque-là discret, s'affirmait comme un partenaire politique dont il fallait tenir compte. Le processus amenant l'Allemagne à la démocratie parlementaire est ainsi souligné: une majorité de centre-gauche incluant l'aile droite du SPD se dégage au Reichstag; appuyant le chancelier face à l'OHL et aux milieux conservateurs, elle lie le débat sur la conduite de la guerre à un programme de réformes au centre duquel figure la modification du code électoral prussien. Cette majorité ne peut s'imposer: le cadre constitutionnel ne le lui permet guère; d'autre part, les divisions sont profondes entre les sociaux-démocrates hostiles à toute annexion et leurs partenaires catholiques ou libéraux. Aussi l'échec de Bethmann-Hollweg est-il inévitable: la guerre sous-marine à outrance est engagée au début de 1917, l'entrée en guerre des Etats-Unis suit. En marge de ce débat, Kielmansegg évoque le rôle d'une opinion publique affamée auprès de laquelle la guerre sous-marine, conçue comme décisive, ne pouvait être que populaire.

Ce n'est pas la guerre sous-marine, mais la révolution russe d'Octobre qui donne un second souffle à une Allemagne privée de liberté d'action. Or Ludendorff reprend le plan d'opérations de 1914 bien que la situation soit différente: l'Allemagne souffre d'un manque de réserves et l'importance des mouvements sociaux atteste la rupture du consensus élaboré en 1914; l'Autriche-Hongrie ne peut poursuivre le conflit; la dynamique de la victoire alliée, enfin, est engagée (l'appoint américain à l'Entente ne laisse à l'Allemagne que quelques mois de répit). Pour Kielmansegg, l'attitude de Ludendorff n'est que l'expression de l'aveuglement des couches dirigeantes du Reich wilhelmien devant les contradictions qui lézardent l'édifice. La sanction est rapide: elle intervient dès l'échec des offensives de printemps engagées par Ludendorff sur le front occidental. C'est là que se situe le dernier temps de cette histoire, celui du dénouement. L'impact moral de cet échec est le facteur décisif, celui qui précipite l'évolution engagée, provoque l'effondrement. Aboutissement de l'analyse, cette interprétation de la «révolution de novembre» rompt avec les thèses du «coup de poignard dans le dos» de l'arrière et de la perméabilité de l'Allemagne au mouvement révolutionnaire. En octobre 1918 en effet Ludendorff accepte l'ouverture de pourparlers en vue de la conclusion d'un armistice. Structurellement liée à la solution politique du conflit, l'évolution vers le parlementarisme connut son aboutissement avec la formation du cabinet Max de Bade auquel participèrent les socialistes. La première contradiction dont souffrait le Reich wilhelmien était ainsi résolue. Mais un an avait été perdu depuis l'échec de Bethmann-Hollweg au début de 1917. Or la perspective de la défaite rendit plus aigus encore les antagonismes au sein de la société allemande: les classes moyennes étaient irrémédiablement touchées par la guerre, la droite conservatrice n'était pas gagnée à l'évolution engagée, l'agitation révolutionnaire (USPD et spartakistes) menaçait de s'étendre. Aussi le compromis sur lequel se fonda la République de Weimar était-il dès l'origine déstabilisé.

Stimulant – à la mesure du débat dont il se veut le reflet –, l'ouvrage de Kielmansegg l'est à un double titre. Il permet tout d'abord de prendre conscience de la place qu'occupe l'Allemagne dans l'histoire du conflit: aborder la Grande Guerre sous l'angle allemand c'est, du fait de la situation du pays au centre du continent, en percevoir toutes les implications sans se limiter au front occidental. L'ouvrage montre surtout quelle place le conflit a tenu dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine. D'où le caractère souvent passionné qu'a pris le débat sur l'Allemagne en guerre en RFA. Mais que l'on ne s'y trompe pas: l'analyse des contradictions internes à l'Allemagne, dont l'auteur suit l'évolution au rythme du déroulement de la guerre, ne procède en rien d'un quelconque fatalisme historique, contraire à l'esprit de ce travail.

Martial STAUB, Paris, Göttingen